

Pourquoi il faut leur dire oui

mercredi 8 décembre 2004, par [Laurent Joffrin](#)

Le Nouvel Observateur 08/12/04 17:14
NOUVELOBS.COM

Laurent Joffrin
est directeur de la rédaction
du Nouvel Observateur

LA TURQUIE EN EUROPE ? Ah non ! Un pays trop différent, trop oriental, trop puissant, qui dissoudra l'idée d'un continent à la culture homogène, repoussera les frontières de l'est à une distance indéfinie et minera la cohésion politique de l'Union. Aussi impressionnants soient-ils, ces arguments reposent sur une vision dépassée, fautive et, pour tout dire, archaïque de l'Europe à construire. Non, l'Europe ne sera pas la projection à l'échelle continentale du modèle national. Elle n'aura pas une culture homogène, un héritage religieux commun, des frontières fixes justifiées par l'histoire et la géographie, un pouvoir simple et fort qui exprime l'unité d'un peuple et d'un territoire. Si tel était le cas, bien sûr, la Turquie n'aurait rien à faire en Europe.

Vaste pays musulman qui jouxte à l'est l'Irak, la Syrie, l'Iran, la Géorgie et l'Arménie, pays qui reste autoritaire à certains égards, où l'islam prétend encore régenter la société et où la femme reste souvent opprimée, placé au centre d'une diaspora turcophone de quelque 200 millions de personnes, la Turquie a vocation à devenir un pays charnière, utile mais extérieur à cette Europe bien de chez nous.

Mais est-on si sûr qu'il s'agisse là de la bonne Europe ? A-t-elle d'ailleurs jamais été pensée comme telle ? L'Europe, avant tout, est une construction politique. C'est par l'adhésion volontaire à des principes de liberté politique et économique que l'on est jusqu'ici devenu européen, plus que par une vocation géographique. Avant d'être une terre, l'Europe est une idée. Pour cette raison, l'Union a longtemps récusé l'adhésion de pays parfaitement européens. La Grèce, le Portugal, l'Espagne ont dû attendre des lustres avant de rejoindre la CEE. Etaient-ils étrangers à l'Europe ? Non : ils refusaient la philosophie des droits de l'Homme. Pour adhérer, il a fallu qu'ils l'adoptent.

Autrement dit, les nations ne naissent pas européennes. Elles le deviennent.

Comment expliquer, sinon, que les pères fondateurs aient accepté le principe de l'adhésion turque dès 1959 ? C'est-à-dire un an après la signature du traité de Rome... Ignoraient-ils à l'époque que la rive est du Bosphore, dans tous les manuels de géographie, était en Asie ? Que la Turquie était peuplée de Turcs, c'est-à-dire, pour l'essentiel, de musulmans ? Non : pour eux l'Europe était moins une expression géographique qu'un projet politique. Par contiguïté spatiale, elle peut s'étendre au-delà des frontières de principe dès lors que les principes sont communs. Souvent démocrates-chrétiens, les grands ancêtres ne voyaient pas l'Union comme un club chrétien. Pour eux, répétons-le, l'Europe était une idée avant d'être une terre.

Objet juridique non-identifié, l'Union ne repose pas sur la tradition mais sur la volonté. Elle ne procède pas du passé mais de l'avenir. Un peu comme la nation de Renan, elle est un référendum de tous les instants, le produit d'un acte conscient et libre bien plus qu'une réalité culturelle. Elle se définit par sa ferveur démocratique, sa volonté d'équité sociale et une politique étrangère de négociation et de coopération plus que de confrontation.

Il y a un « rêve européen » fondé sur l'extension indéfinie des droits de l'Homme, sur l'équilibre social et sur la coopération internationale, rêve dans lequel Jeremy Rifkin, intellectuel américain, voit la meilleure

chance de réussir l'entrée dans le XXI^e siècle (1). On peut discuter les thèses de Rifkin, les trouver trop optimistes dans un monde tragique et violent. Il se trouve néanmoins que cette doctrine est la nôtre. Au fond, sont européens ceux qui la partagent.

A partir de là, tout s'éclaire. La Turquie n'est pas en Europe ? Edgar Morin le conteste avec beaucoup d'arguments. A vrai dire, c'est une nation duale. Par sa situation géographique, son histoire, sa culture, elle est à la fois européenne et asiatique. Renouant avec une de ses traditions, elle veut désormais se tourner vers l'ouest. En tout cas, elle est plus développée que la Roumanie, plus laïque que la Pologne, moins atlantiste que la Hongrie et plus favorable à l'Union... que la Grande-Bretagne. Son économie ne pourra guère nous concurrencer plus qu'aujourd'hui puisque nous sommes déjà en Union douanière avec elle.

Sa population croît trop vite ? Comme partout ailleurs, elle cessera de le faire quand elle sera développée, c'est-à-dire bientôt. La Turquie a déjà fait passer sept ou huit grandes réformes qui la rapprochent à chaque fois de la norme juridique européenne. Il reste une marge ? Certes. Mais le sens du mouvement n'est pas douteux. Dans dix ans, terme prévu des discussions, la Turquie sera alignée sur la philosophie des droits de l'Homme. Et si elle ne l'est pas ? Eh bien, c'est tout simple : elle ne pourra pas adhérer.

On dit que son entrée compliquera la décision européenne et repoussera encore la perspective fédérale. Mais au fait, où en est le fédéralisme européen ? On a fait passer depuis de longues années « l'élargissement avant l'approfondissement », autrement dit l'extension avant la cohésion. La constitution européenne en voie de ratification exclut formellement tout fédéralisme (sinon Tony Blair l'aurait récusée). Un nouvel élargissement ne changera rien à cette situation. La cohésion ne viendra pas d'une soudaine et bienheureuse fixité des frontières.

Comme le disent Jacques Delors, Joshka Fischer et bien d'autres, elle naîtra de l'action volontaire d'un petit nombre de pays décidés à aller plus loin dans l'intégration et qui entraîneront les autres. La question turque n'y changera pas grand-chose.

Reste la grande question, le véritable aliment, au fond, de toutes les oppositions : l'islam. Quatre-vingts millions de musulmans ? Une folie ! Mais précisément : l'intégration d'un vaste ensemble islamique enrichit l'idée européenne. Il sera démontré à la face du monde - à la face du monde musulman, y compris parmi les minorités présentes en Europe - que le « choc des civilisations » n'est pas inéluctable et que l'islam, comme le catholicisme, le protestantisme ou le judaïsme, est bien compatible avec la démocratie. Démonstration heureuse et surtout utile : elle crée un pôle démocratique puissant en terre d'Islam et déploie comme jamais l'influence occidentale en Orient. Quatre-vingts millions de musulmans adhèrent d'un coup à la philosophie des droits de l'Homme : quelle victoire ! L'Union européenne est un empire fondé sur le contrat. Mais elle ne pratique qu'un seul impérialisme : celui des valeurs. Par ce moyen, elle a déjà fédéré un continent. La Turquie ne sera rien d'autre que sa prochaine conquête.